

Préface

Le fantôme de l'esprit public

Des illusions de la démocratie
aux réalités de ses apparitions

Bruno Latour

*Pour Joëlle Zask et Noortje Marres**

* Sans Joëlle Zask, nous ne pourrions pas lire l'œuvre politique de Dewey en français ; sans Noortje Marres, l'auteur de ces lignes ne serait jamais remonté de Dewey à Lippmann.

*Le problème peut s'énoncer ainsi: quels tests
objectifs simples et rudimentaires permettent
d'identifier dans un débat le protagoniste
qui mérite le plus le soutien du public?*

Walter Lippmann

*Par sa nature même, l'État est quelque chose
qui doit être scruté, examiné, cherché. Presque aussitôt que sa
forme est établie, il a besoin d'être refait.*

John Dewey

Crise de la représentation? Quelle crise de la représentation! ? Si vous désespérez de la politique, c'est que vous lui avez demandé plus qu'elle ne peut donner. Vous l'avez imprudemment chargée de tâches morales, religieuses, juridiques, artistiques, qu'elle est impuissante à remplir. Demandez l'impossible, vous récolterez l'atrocité ou le grotesque. Si vous voulez qu'on reprenne confiance dans la démocratie, alors il faut d'abord la décharger des illusions qui ont transformé le rêve d'une vie publique harmonieuse en un cauchemar.

C'était la leçon du *Prince* de Machiavel: cruelle pour ceux qui se berçaient d'illusions; libératrice pour les vrais amis de l'idée républicaine. C'est aussi la leçon de ce livre, plus de quatre-vingts ans après sa publication, qui vient proposer aux Français de retrouver l'esprit public, mais après avoir d'abord dissout les fantômes de la politique. Du fantôme à l'esprit, il n'y

a peut-être qu'un souffle, mais ce souffle est pour nous infiniment bénéfique. Si la lecture de Machiavel fut dure à ceux qui cherchaient la vertu ailleurs que dans la force, la fortune et l'astuce, celle de Lippmann sera plus douloureuse encore car c'est à l'idée même de représentation, de peuple et de public qu'il vient s'attaquer. Autant le dire tout de suite: il s'agit pour un lecteur français d'une cure de désintoxication. Mais si on l'invite à se défaire de ses plus chères croyances, c'est parce qu'elles sont justement, aux yeux de Lippmann, ce qui a réduit l'esprit public à un rôle de spectre. De même que Machiavel, en vrai républicain, ne révélait le pouvoir des princes que pour permettre aux citoyens de les contrer, de même, c'est en démocrate passionné que Lippmann, dix ans après la fin de la Grande Guerre, inflige à ses lecteurs cette leçon de « réalisme sévère ». Il faut sauver la démocratie des mains des démocrates. Il faut enfin désensorceler la politique. Même style ramassé et mordant, même petit livre noir.

Si Walter Lippmann, né en 1889 et mort en 1974, avait écrit le *Prince* du vingtième siècle, ça se saurait, non? Pas forcément. Rien de plus injuste que l'histoire intellectuelle de ce siècle de feu, de sang et de cendre. S'il est vrai que pour les sciences et les techniques les guerres sont de formidables accélérateurs, elles sont pour la pensée des freins puissants. Considérez avec quelle lenteur on extrait toujours de leurs ruines les grandes philosophies de William James, d'Alfred North Whitehead, de John Dewey.

Quand une époque est sortie de ses gonds (*out of joint*), écrit justement Lippmann, les uns prennent les barricades, les autres se retirent dans un monastère. Ce qui explique que la plus grande partie des écrits de notre époque soient pour moitié d'inspiration révolutionnaire et pour moitié de la littérature d'évasion – sans qu'on puisse le plus souvent distinguer l'une de l'autre¹...

Il n'est donc pas impossible que le vingtième siècle, à cause de la violence de ses conflits, nous ait rendus en politique tout à fait idiot. Et que ce livre, à la manière de certaines levures qui peuvent rester quiescentes indéfiniment jusqu'à ce que les conditions extérieures leur deviennent favorables, trouve enfin ses lecteurs. Quand il faut tout reprendre à zéro, peu importe que l'inspiration date d'hier ou qu'elle ait attendu près d'un siècle. Si le *Public Fantôme* est un autre *Prince*, c'est probablement au vingt et unième siècle qu'il s'adresse...

Et heureusement, car depuis sa parution en 1927, il n'a fait que gagner en actualité. Ce que Lippmann appelait la Grande Société (et que nous appelons aujourd'hui la mondialisation ou la globalisation) n'a fait que multiplier les défis que posent à la théorie politique l'extension prodigieuse des affaires que les citoyens sont amenés à traiter². D'un autre côté, jamais les moyens pratiques qui permettent de se familiariser de près avec les affaires n'ont paru plus fragiles, plus distants, plus viciés. Les problèmes n'ont fait que s'amplifier et les remèdes de s'altérer. Au point que certains commencent à prévoir que le politique risque de disparaître pour de bon, ce fluide subtil aussi précieux que l'eau, le gaz ou l'électricité mais dont le stock aurait fini par diminuer tout à fait faute de production, de distribution et d'entretien de ses réseaux³. Ce n'est donc pas seulement pour les historiens des idées politiques ou des États-Unis que ce livre est traduit. Ce livre a été écrit pour nous maintenant. S'ils ne se font plus d'illusions sur la politique, les Français se font peut-être encore des illusions sur le fait qu'ils en manqueraient! Ultime illusion à laquelle ce livre leur permettra peut-être de ne pas céder. En politique ils ont tout essayé – régimes, constitutions, mouvements, idées – sauf de revenir sur les prémisses mêmes de tous leurs raisonnements: qu'attendent-ils au fond de la vie publique? Que peut-elle offrir qui soit vraiment réalisable?

Des citoyens aux vues bornées ?

Lippmann part de la constatation qui a servi de base à tous les critiques de l'idée démocratique à travers les âges: on demande aux citoyens de s'occuper d'affaires qu'ils n'ont pas l'équipement mental pour réaliser. S'il fallait vraiment que les citoyens participent aux affaires publiques comme le prévoit la théorie de la représentation, il faudrait que chacun ait le cerveau de mille Démosthène, de mille Aristote, de mille Einstein. Mais, contrairement aux réactionnaires de tous poils et plumages, Lippmann n'en tire pas la conclusion qu'il faudrait confier la barre à des princes, à des savants, à des experts, à des spécialistes de la chose publique. Son argument sur la faiblesse de notre équipement mental s'applique à *tout le monde*: philosophes, politiques, journalistes et experts compris⁴. Le public fantôme, c'est d'abord l'obscurité profonde dans laquelle nous nous trouvons plongés. Personne ne sait, personne ne voit, personne ne prévoit. Tout le monde tâtonne à l'aveugle en fonction des circonstances. Aucune théorie politique n'a de vraisemblance, si elle suppose, *au-dessus* de cette obscurité une connaissance quelconque qui lui serait supérieure et qui permettrait d'arbitrer *d'avance* les positions en détectant à coup sûr et sans épreuve celles qui sont rationnelles ou irrationnelles, éclairées ou partisans, progressistes ou réactionnaires. Au-dessus de la politique il n'y a rien de plus assuré sur lequel on pourrait compter, aucune cour d'appel à laquelle on pourrait s'en remettre pour abdiquer les tâches d'expérimentation et de tâtonnement à l'aveugle. Le « problème du public », pour reprendre le titre du livre que John Dewey va écrire quelques années plus tard en réaction à celui de Lippmann, c'est qu'il est un aveugle mené par des aveugles⁵. Tous ceux qui ont cru faire mieux, on fait pire. Sans cette obscurité, sans cette immanence radicale, sans cette déception préliminaire, aucune réflexion politique ne sera réaliste.

Vision sombre et pessimiste qui ne cadre pas avec les idéaux de la démocratie? Attendez. Il faut entrer dans cet argument comme on passe un jour de soleil éclatant dans une caverne obscure: il faut que les yeux d'abord aveuglés se fassent peu à peu à l'obscurité – les faibles lumières qu'on y discernera bientôt seront peut-être fragiles, mais ce sont les seules que nous aurons jamais. Le soleil brille peut-être dehors – sauf qu'il n'y a pas de dehors!

Comme nous le verrons plus loin Lippmann est un journaliste, l'un des plus grands de son siècle, et c'est d'abord en journaliste qu'il aborde les grandes questions de la politique. Quelques années plus tôt, à partir de la couverture de la Révolution russe par les médias américains, il a écrit le premier livre empirique sur la fabrication des journaux, *L'Opinion publique*, qui s'attache à détailler sur quels objets réels et par quels moyens concrets, les citoyens se forment une opinion sur les affaires qui les concernent⁶. On peut mépriser les journalistes, critiquer la presse, se moquer des politiques, ridiculiser les fonctionnaires et leurs dossiers, se plaindre de l'agitation des militants, s'indigner de la froideur des économistes, mais dans la caverne, à l'intérieur du politique où règne cette profonde et irrémédiable obscurité, nous ne disposons que de ces minces fils d'Ariane pour délabyrinther quelque peu nos opinions. Tous ceux qui vous disent qu'ils ont une meilleure vue, un accès plus direct, une saisie plus immédiate sont des menteurs – ou plutôt d'autres journalistes, d'autres politiques, d'autres militants, d'autres économistes, d'autres fonctionnaires qui *ajoutent* leurs productions, leurs révélations à la confusion ambiante – ce qui emmêle encore un peu plus la toile qu'il faut apprendre à démêler...

Dans ce labyrinthe, la solution de Lippmann est de supposer, en mettant les choses au mieux, que vous aurez affaire à des gens d'intelligence moyenne, constamment agités par d'autres

soucis, qui n'auront pas d'autre moyen de démêler les affaires que le fragile secours des techniques intellectuelles à leur disposition. « Quand on se souvient que le public est fait d'hommes très occupés qui consacrent environ une demi-heure par jour à la lecture de leur journal, ce n'est pas faire preuve de cruauté mais de simple prudence que de prévoir qu'ils ne pourront jamais rendre justice aux détails des affaires⁷. ». Remplacez les technologies intellectuelles de son temps – le journal – par les nôtres – le web –, l'argument ne changera pas: ce que Lippmann fait saillir au premier plan, c'est la nécessité, pour toute théorie de la démocratie, de s'attacher d'abord à l'appareillage cognitif à la disposition des malvoyants que nous sommes tous⁸. C'est d'abord cet appareillage qu'il faut entretenir. Priver un citoyen des instruments avec lesquels on doit appareiller les affaires qui le concernent, c'est demander à un aveugle de jeter sa canne blanche. Il n'y a pas de solution de rechange.

Une fois que les yeux se sont habitués à l'obscurité et qu'apparaît peu à peu le fragile éclairage artificiel que les techniques de communication peuvent jeter sur les affaires, Lippmann attire notre attention sur une autre limite de toute discussion politique: nous ne traitons avec quelque assurance que des affaires que nous maîtrisons de bout en bout. Pour toutes les autres, nous ne les verrons jamais que de loin, nous ne les saisirons jamais que par bloc et en gros, obligés de faire confiance, pour tous les détails, à d'autres personnes dont nous espérons qu'elles seront plus proches, plus compétentes, plus, comme on dit, « à leur affaire ». Tout son livre est construit sur cette distinction. Il y a bien ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, mais cette distinction ne recoupe pas celle entre les gouvernés et les gouvernants: nous sommes tous compétents sur notre propre métier, ignorants sur tout le reste. « S'il existe une différence de fond, c'est entre ceux qui sont de la partie (*insiders*) et les autres (*outsiders*). »

Or, les théories de la démocratie ont du mal avec cette distinction. Elles reposent le plus souvent sur une *optique politique* parfaitement impossible selon laquelle nous discernerions directement sans flou, sans confusion, aussi bien ce que nous voyons de près et ce que nous voyons de loin, ce qui nous concerne au premier chef et ce qui nous touche incidemment, ce sur quoi nous avons une connaissance de première main et ce sur quoi nous ne pouvons avoir que des opinions rapportées. S'il y a un public fantôme, c'est d'abord à cause de cet effet d'optique qui inverse les évidences les plus assurées: alors que nous ne saisissons avec une bonne acuité visuelle que ce sur quoi nous sommes un peu spécialisés (en fait, ce à quoi nous sommes habitués), nous croyons pouvoir discerner les affaires les plus éloignées encore *plus clairement* que les nôtres. Chacun, en démocratie, pense avoir un accès direct à la guerre d'Irak et se verrait bien président de la République ou directeur de la Banque centrale européenne. À l'inverse, tout président de la République, tout député, tout PDG, se croit capable de saisir d'un coup, sans en connaître les détails, les problèmes d'un pêcheur, d'un informaticien ou d'un boulanger. Le prix à payer en acquisition de compétence, en enquête, en instrument, en apprentissage, en appareillage intellectuel, en familiarisation progressive n'est jamais pris en compte. Ou plutôt, il est à la fois reconnu comme une évidence et aussitôt oublié comme trop contraire aux idéaux démocratiques: chacun doit pouvoir donner son avis sur tout. Surtout les chefs.

L'originalité de Lippmann c'est de vouloir reconstruire la théorie de la démocratie sans perdre cet idéal et sans oublier non plus son coût cognitif: « Les problèmes les plus frustrants de la démocratie sont justement ceux qu'on ne peut pas résoudre par des principes démocratiques. » Machiavel voulait fonder l'esprit républicain sans plus se payer de mots sur l'aspect

organique, spirituel et miraculeux de la Cité; Lippmann, en vrai démocrate, veut résoudre l'aporie suivante: oui à la démocratie, mais en chair et en os, pas en illusion⁹. Il ne veut pas de solution de facilité en faisant l'impasse sur l'impossibilité pratique, cognitive, matérielle, d'un public composé de citoyens qui, semblables aux aigles, pourraient voir de très loin et de très près avec la même acuité visuelle. Là où tout le monde passe en soupirant sur la faiblesse congénitale des démocraties, sans en modifier pour autant le but, Lippmann, lui, veut un idéal qui soit de ce monde pas de l'autre.

S'il ne veut oublier ni l'exigence de démocratie, ni son impossibilité, quelque chose d'autre doit être laissé de côté. Mais quoi? Il aborde cette question redoutable avec un total sérieux. Tous ceux qui ont abandonné l'idéal, sont devenus des réactionnaires en plaçant leur confiance dans un Souverain (religieux, moral, juridique, économique peu importe) qui ne doit plus rendre compte à personne. Tous ceux qui ont oublié les limitations mentales et pratiques, ont fait de la démocratie une pantalonnade, désespéré les âmes les plus généreuses et basculé finalement dans l'évasion révolutionnaire ou dans le consumérisme. La crise de la représentation, c'est d'abord l'impossibilité de penser ce que peut vouloir dire représenter. À cause du refus de penser cette aporie, on n'a obtenu d'autre résultat que de faire désespérer de la politique.

Courageusement, comme ce mathématicien qu'il avoue avoir rêvé d'être s'il n'avait pas été journaliste, Lippmann remonte obstinément jusqu'au bout, à la source même de l'aporie: ce qui doit céder, ce qu'il faut abandonner, c'est l'idée même de *Public*. Quelque chose doit céder, quelque chose que nous croyons chérir avec raison mais que nous avons mis à tort au cœur de l'idéal démocratique, alors qu'il en est le principal obstacle. Le Public, avec un grand P, qui serait représenté par un gouvernement dit

à tort « représentatif », voilà la prémisse qu'il faut abandonner pour établir enfin la démocratie sur une base réaliste¹⁰. Le Public c'est la maladie infantile de la démocratie, le fantôme qui effraie la démocratie et lui interdit d'être adulte. Il n'y a pas de Public. C'est la seule solution qui ne fasse plus l'impasse sur sa réalisation pratique – et nous permette enfin d'entretenir les bases matérielles d'une pensée progressiste. On ne comprendra jamais les problèmes du public, si l'on ne comprend pas que c'est le Public qui est un problème.

Et pourtant, il y a *des publics*. Quand? Lorsque les gouvernants ont failli à leurs devoirs; lorsque les institutions habituelles sont incapables de fonctionner; lorsque les controverses font rage; lorsque l'obscurité du politique est encore plus profonde que d'habitude. Lippmann ne fait pas naître le Public d'une sorte d'heureuse préhistoire, d'un empyrée igné auquel auraient accès les âmes désintéressées; ce n'est pas pour lui ce bain rafraîchissant où les citoyens affairés, comme dans les eaux du Léthé, oublieraient leurs intérêts particuliers pour devenir soudain « désintéressés », capables de coïncider enfin avec la Volonté Générale. *Les publics* sont rameutés à la va-vite dans toute leur incompétence foncière, en cas de catastrophe, parce que les institutions ne répondent plus, parce que les experts ont démontré leur incompétence, parce que les gouvernants sont incapables d'appliquer les règles qu'ils sont chargés d'instituer¹¹. L'apparition du public ne marque pas l'Aurore aux doigts de rose de la démocratie, c'est d'abord la marque de sa faillite, ensuite seulement de sa nécessaire reprise.

Or c'est justement sur ce type de controverses, les plus difficiles à démêler, que le public est appelé à se prononcer. Quand les faits sont les plus obscurs, quand les précédents manquent, quand tout est inédit et confus, c'est là que, dans toute son incompétence, le public est forcé de prendre ses plus

importantes décisions. Les problèmes les plus difficiles sont ceux que les institutions ne sont pas capables de traiter. Ce sont là les problèmes du public.

Cette phrase donne la clef du livre. C'est son moment le plus décisif. Lippmann ne désespère pas du public mais il ne l'idéalise pas non plus. Il maintient solidement les deux branches de l'aporie : oui, c'est bien le public qui doit s'emparer des problèmes puisque tous les autres ont failli; oui, le public doit résoudre l'affaire malgré toute son incompétence, sa fragilité et son amateurisme. Mais il est à la fois inutile et dangereux de lui prêter des vertus qu'il n'aura jamais : on l'empêcherait de remplir son rôle de juge en dernière instance.

Toute la dureté du livre de Lippmann vient de là : rien ne rendra le public compétent et pourtant personne ne viendra le remplacer ; il est en dernier appel *et* il est incapable. C'est littéralement le moment d'exception. Le public fantôme c'est d'abord, chez Lippmann, cette dure réalité, cette tête de Gorgone que la plus grande partie des penseurs politiques font tout pour ne pas regarder en face. Ils couvrent d'habitude ce hiatus, cette cassure, cette faille, d'un vaste manteau de bons sentiments. Les vrais penseurs du politique – et ils ne sont pas légion –, se reconnaissent à ce signe qu'ils mettent toute leur énergie à résister au vertige : au-dessus de la politique il n'y a rien et pourtant il n'y a de politique que le moment décisif où une autorité reprend les choses en main pour franchir l'abîme de l'indécision. C'est la fortune chez Machiavel ; c'est la décision chez Schmitt. Mais ce que ces deux auteurs attribuent au pouvoir du Prince ou du Souverain, Lippmann, qui n'a jamais cessé de croire, en bon Américain, à l'idéal populaire, l'attribue aux publics dans toute leur fragile incompétence. S'il existe un au-delà du politique, le politique disparaît ; s'il n'y a pas de reprise, aux moments de rupture, il disparaît plus sûrement encore. Alors que Schmitt

fait de la reprise en main par le Souverain le moment de force extrême et qui doit échapper, par définition, à toute justification, c'est pour Lippmann un moment d'extrême faiblesse et qui doit *augmenter* pour tous l'exigence de justification¹². On pourrait presque dire que Lippmann est un Schmitt démocrate... Pour que la démocratie apparaisse, il faut que le fantôme du Public se dissolve.

Des publics faute de mieux

Pour comprendre cette brèche radicale dans la notion de représentation, pour bien saisir la distinction entre le Public et les publics, il faut suivre le rythme que Lippmann va donner au parcours des affaires. Oublions d'abord l'idée folle selon laquelle il y aurait des individus bornés préoccupés de leurs seules boutiques, et d'autres, particulièrement éclairés, à travers lesquels parlerait l'esprit public parce qu'ils sont sortis de certaines écoles et rentrés dans certains corps d'État. Il n'y a pas de gens désintéressés. C'est la conséquence même de la limitation cognitive notée plus haut. Nous ne sommes compétents que pour les affaires auxquelles nous sommes directement intéressés, qu'il s'agisse de faire cuire des petits pains, sauver des vies au Darfour, faire tourner des modèles économétriques, voter une loi ou gérer une station d'épuration. « Une théorie politique qui reposerait dans une communauté quelconque sur l'attente du sacrifice et de l'oubli de soi-même chez les gens ordinaires ne vaudrait même pas qu'on s'y arrête. »

Mais nos affaires ne sont jamais seulement nos affaires, nos problèmes ne sont jamais nos problèmes, nos solutions ne sont jamais nos solutions. S'il n'y a pas de gens désintéressés, il n'y a pas non plus de question strictement privée. Nous sommes liés les uns aux autres, non pas par l'existence préalable d'une quelconque communauté – ni même d'une société, comme on